

REPUBLIQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRIMATURE

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU MINISTERE

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PREVISION



UNITE – TRAVAIL – PROGRES

# Recrutement d'un consultant national en réformes budgétaires pour l'appui des Ministères sociaux

## Termes de référence

**Juin 2018**

**Avec l'appui de l'UNICEF**

unicef  | pour chaque enfant

## Sommaire

1. Présentation de la Direction Générale du Budget .....	2
2. Contexte et justifications .....	2
3. Tâches du consultant.....	3
4. Produits attendus .....	4
5. Durée de la prestation et conditions de rémunération .....	4
6. Profil du consultant.....	4
7. Constitution du dossier de candidature.....	4
8. Soumission des propositions.....	5

## 1. Présentation de la Direction Générale du Budget

D'après le Décret N° 002/PR/PM/MFB/2018, la Direction Générale du Budget (DGB) est chargée de l'élaboration du Budget Général de l'Etat et d'analyser l'efficacité des dépenses budgétaires et leur impact sur les populations cibles. Elle est également en charge de la coordination de la mise en œuvre des réformes budgétaires. Elle est organisée en plusieurs directions techniques qui sont : i) la Direction de l'Elaboration et du suivi Budgétaire (DESB), ii) la Direction des Investissements (DI), iii) la Direction de la Solde (DS) et iv) la Direction des Etudes et de la Prévision (DEP).

Placée sous l'autorité d'un Directeur, la Direction des Etudes et de la Prévision comprend quatre (04) Divisions dont la Division de la Programmation Budgétaire en charge de la mise en œuvre de la réforme du budget programme. La DEP assure parallèlement les secrétariats techniques permanents de l'Observatoire Tchadien des Finances Publiques (OTFiP), du Comité de Cadrage Macroéconomique et des Budgets Économiques et de la Cellule Nationale de la Surveillance Multilatérale de la zone CEMAC. C'est au vue de ses différentes missions que la DEP, maillon essentiel de la réforme des finances publiques, entend mettre en œuvre les activités devant aboutir à une complète formulation du budget de l'Etat en mode programme et cela au plus tard en 2022<sup>1</sup>. Le recrutement du consultant s'inscrit dans cette logique.

## 2. Contexte et justifications

Depuis plus d'une décennie, le Gouvernement du Tchad a entrepris de profondes réformes en matière de gestion de finances publiques. Appuyé par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) dans le cadre notamment du Plan d'Action pour la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques (PAMFIP), le Tchad a enregistré des avancées notables en matière de gouvernance économique et financière. Ces efforts nécessitent d'être poursuivis pour parvenir à une plus grande performance de l'action publique.

Ainsi, sur le plan institutionnel et juridique, le Tchad demeure à ce jour avec le Gabon, les seuls pays de la CEMAC à avoir achevé la transposition des six (6) directives communautaires relatives au CHGFIP. Il s'agit de la Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF<sup>2</sup>). Elle modifie d'une manière significative la Loi Organique N° 11-62 du 11 mai 1962 qui ne répondait plus aux exigences actuelles de la gestion des finances publiques<sup>3</sup>. Sur le plan institutionnel, dans le cadre de l'opérationnalisation de la LOLF, une Cour des Comptes a été créé et a débuté ses activités.

---

<sup>1</sup> Cette année limite a été fixée par la commission de la CEMAC.

<sup>2</sup> Il s'agit de la Loi Organique N°004/PR/2014 relative aux Lois de Finances (LOLF) adopté le 18 Février 2014.

<sup>3</sup> Les cinq (5) autres directives transposés sont respectivement le Décret n° 319/PR/PM/MFB/2016 portant Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE), le Décret n° 319/PR/PM/MFB/2016 portant Tableau des Opérations Financières de l'Etat, le Décret n° 817/PR/PM/MFB/2015 portant Règlement Général de la Comptabilité Publique

En vue d'opérationnaliser la gestion budgétaire en mode programme, le Banque Mondiale a procédé au recrutement pour une période de dix-huit (18) mois de dix (10) consultants nationaux qui ont appuyé la Direction Générale du Budget dans la conception d'un modèle CDMT et la conception de Projets Annuels de Performance de cinq Ministères Pilotes<sup>4</sup>. Un autre atelier de lancement du budget citoyen organisé en 2016 financé par la Banque Mondiale a permis au Tchad d'enregistrer des progrès notables qui méritent néanmoins d'être poursuivis.

En plus des efforts des autres partenaires, l'UNICEF Tchad apporte depuis 2006, un appui multiforme au Ministère des Finances et du Budget au travers des formations et des assistances techniques sur les réformes budgétaires. C'est ainsi qu'en 2016 et 2017 trois ateliers portant respectivement sur « les finances publiques sensibles aux enfants », « conception et de rédaction des outils et manuels de CDMT et budget programme » et lancement du projet « Amélioration de la qualité des dépenses publiques d'éducation au Tchad par un contrôle citoyen de l'effectivité du personnel enseignant », ont bénéficié du concours de l'Unicef Tchad.

Cependant, pour une pleine appropriation de la gestion budgétaire en mode programme et la pérennisation des activités, il est nécessaire de renforcer les capacités de la DEP à travers l'expertise d'un consultant national en réformes budgétaires.

### **3. Tâches du consultant**

Le consultant national en réformes budgétaires aura principalement pour prérogative d'apporter une assistance technique à la DEP dans le cadre de la conception des CDMTs ministériels et des Projets Annuels de Performances (PAP) des ministères sociaux. Plus spécifiquement, le consultant sera en charge de :

- appuyer les ministères sociaux dans l'élaboration de leurs CDMTs : aider les ministères sociaux dans l'identification de leur besoins en matière d'élaboration des CDMTs et apporter un appui technique dans la conception des CDMTs sectoriels ;
- animer des séances de formation sur les CDMTs ministériels et la budgétisation en mode programme ;
- appuyer les ministères sociaux dans l'élaboration de leurs PAP ;
- appuyer la préparation du Budget 2019 en mode programmes ;
- apporter un appui technique à l'organisation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) instauré par la LOLF et qui sera organisé une 1<sup>ère</sup> fois en juin 2018 ;

---

(RGCP), le Décret n° 321/PR/PM/MFB/2016 portant Plan Comptable de l'Etat et enfin la Loi 18/PR/2016 portant Code de la Transparence et de la Bonne Gouvernance dans la gestion des finances publiques.

<sup>4</sup> Il s'agit des Ministères de la Santé, de l'Education, des Infrastructures et du désenclavement, de l'Agriculture et enfin le Ministère des Finances et du Budget.

- apporter un appui technique à la DEP dans la mise en œuvre de ses activités régulières.

#### 4. Produits attendus

Au terme de la mission, il est attendu que le consultant soumette au DEP les produits suivants :

**Produit 1** : les projets de CDMTs des ministères sociaux sont élaborés ;

**Produit 2** : les PAP des ministères sociaux sont élaborés ;

**Produit 3** : un rapport d'activité sur la préparation et l'organisation du DOB est disponible.

#### 5. Durée de la prestation et conditions de rémunération

La consultant devra débiter à partir du mois de Juillet 2018 et ce pour une période de six (06) mois renouvelable sous condition d'une évaluation positive et de la disponibilité de financement. Le consultant devra fournir un rapport mensuel sur la base duquel des honoraires lui seront versés par la DEP.

#### 6. Profil du consultant

Sous la supervision directe du Directeur des Etudes et de la Prévision, les prestations du consultant couvriront le champ de travail défini précédemment. Un briefing sera organisé au démarrage de la mission. **Le consultant retenu doit posséder les qualifications, compétences et expériences suivantes :**

- Diplôme de niveau minimum BAC +5 en sciences économiques ou tout autre diplôme connexe ;
- Parfaite maîtrise de la langue française ou/et arabe, à l'oral comme à l'écrit :

Il doit disposer d'au moins trois (03) ans dans le domaine de l'élaboration du budget, du renforcement des capacités en finances publiques et sur les aspects budgétaires en particulier.

**Une bonne connaissance des réformes de finances publiques de la zone CEMAC et du Tchad est requise.**

#### 7. Constitution du dossier de candidature

Pour postuler, les personnes intéressées doivent fournir les documents suivants :

- Une copie du dernier diplôme obtenue ;
- Une lettre de motivation ;
- Un CV détaillé ;
- 2 à 3 références.

Enfin, une bonne connaissance des logiciels de traitement des données et notamment d'Excel est exigée.

## **8. Soumission des propositions**

La DEP invite les consultants individuels remplissant les conditions requises à faire part de leur intérêt à offrir les services demandés. Les consultants intéressés devront fournir des informations indiquant leur qualification à fournir les services (description de missions similaires, preuve de leur bonne connaissance en matière de gestion des finances publiques, expérience dans des conditions identiques).

**Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le vendredi 29 Juin 2018 à 12h 30mn avec la mention « AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°04 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL EN REFORMES BUDGETAIRES POUR L'APPUI DES MINISTERS SOCIAUX ».** Ces propositions doivent être envoyées en format électronique à l'adresse [sigkat@gmail.com](mailto:sigkat@gmail.com) ou sous plis fermé à l'attention du Directeur des Etudes et de la Prévision (DEP).

**Adresse :** Avenue NELDE RIGOBERT  
**BP :** 144, N'Djamena, Tchad  
**Tél. :** (+235) 22 52 35 44  
22 52 34 92